



## **OGEC DE L'ESTRAN**

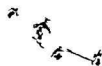
Rapport du commissaire aux comptes sur les  
comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2023



*Rue Rosemonde Gérard – CS 20027 – 29801 BREST CEDEX 9*  
*Téléphone 02 98 02 86 86 – Télécopie 02 98 41 77 73*

SELAS AU CAPITAL DE 40 000 EUROS – SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES – MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE OUEST ATLANTIQUE. N° SIRET : 349 516 427 00037



# **OGEC DE L'ESTRAN**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 32, route de Quimper – 29200 BREST  
N° Siren : 777 509 043

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 juillet 2023**

OGEC DE L'ESTRAN

Exercice clos le  
31 juillet 2023

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'Ogec de l'Estran,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ogec de l'Estran relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> août 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

## OGEC DE L'ESTRAN

Exercice clos le  
31 juillet 2023

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs

**OGEC DE L'ESTRAN**

*Exercice clos le  
31 juillet 2023*

de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Brest, le 11 décembre 2023*

*Le commissaire aux comptes*

**STERENN :**

---

Morgan GENTIL,  
Associé



---



## ACTIF

		2021/2022	2022/2023		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	28 340	155 299	137 996	17 303
	Autres immobilisations incorporelles	955	90 261	90 261	
	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>29 295</b>	<b>245 560</b>	<b>228 257</b>	<b>17 303</b>
	Terrains	358 567	620 445	276 573	343 872
	Constructions et aménagements	12 994 933	34 186 740	19 779 935	14 406 805
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	1 037 492	4 296 421	3 338 382	958 039
	Mobilier et matériel de bureau	68 827	279 331	207 349	71 981
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	309 081	1 257 678	874 810	382 868
	Immobilisations corporelles en cours	1 534 827	272 473		272 473
	Avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>16 303 728</b>	<b>40 913 088</b>	<b>24 477 049</b>	<b>16 436 039</b>
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	453	453		453
	Prêts	120 457	165 522		165 522
	Autres	3 438	3 538		3 538
	<b>Immobilisations financières</b>	<b>127 397</b>	<b>172 562</b>		<b>172 562</b>
	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>16 460 419</b>	<b>41 331 210</b>	<b>24 705 307</b>	<b>16 625 904</b>
CIRCULANT	<b>Stocks et en-Cours</b>				
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>49 389</b>	<b>14 387</b>		<b>14 387</b>
	Clients (familles, usagers)	166 115	387 170	282 091	105 079
	Personnel et organismes sociaux	6 985	30 211		30 211
	Etat et autres collectivités publiques	596 893	257 063		257 063
	Fédérations, unions, associations affiliées		1 445		1 445
	Autres	33 814	219 490		219 490
	<b>Créances</b>	<b>803 808</b>	<b>895 379</b>	<b>282 091</b>	<b>613 288</b>
	Placements : valeurs mobilières				
	Banques et assimilées	2 403 456	2 532 715		2 532 715
	Caisse	131	19		19
	<b>Comptes financiers</b>	<b>2 403 588</b>	<b>2 532 735</b>		<b>2 532 735</b>
	<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>130 474</b>	<b>160 786</b>		<b>160 786</b>
	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 387 259</b>	<b>3 603 287</b>	<b>282 091</b>	<b>3 321 195</b>
<b>= TOTAL ACTIF</b>		<b>19 847 678</b>	<b>44 934 497</b>	<b>24 987 398</b>	<b>19 947 099</b>

(1) voir détail dans l'annexe





## PASSIF

2021/2022

2022/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 588 008	1 589 220
	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 588 008</b>	<b>1 589 220</b>
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	<b>Réserves</b>		
FD	<b>Report à nouveau</b>	<b>6 239 003</b>	<b>6 612 952</b>
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>373 949</b>	<b>502 716</b>
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>8 200 960</b>	<b>8 704 889</b>
	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>5 622 532</b>	<b>5 354 719</b>
	<b>Provisions réglementées et autres fonds propres</b>		
	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>13 823 491</b>	<b>14 059 608</b>
PROVISIONS	<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
	Provisions pour risques	42 716	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	280 486	292 006
	Autres provisions pour charges		
DETTES	<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>323 202</b>	<b>334 722</b>
	Capital emprunté	3 938 181	4 413 555
	Autres emprunts et dettes financières	0	0
	Intérêts courus et concours bancaires	1 402	1 144
	<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 939 583</b>	<b>4 414 699</b>
	<b>Avances et acomptes reçus</b>	<b>9 558</b>	<b>20 347</b>
	Dettes sur immobilisations	806 331	280 603
	Fournisseurs et comptes rattachés	273 280	265 000
	Personnel et organismes sociaux	319 212	318 581
	Etat et autres collectivités publiques	13 225	12 516
	Clients (familles, usagers)	18 982	10 573
	Fédérations, unions, associations affiliées	34 815	37 614
	Autres	132 286	110 610
	<b>Autres dettes</b>	<b>1 598 132</b>	<b>1 035 498</b>
	<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>153 712</b>	<b>82 225</b>
	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>5 700 985</b>	<b>5 552 769</b>
<b>= TOTAL PASSIF</b>		<b>19 847 678</b>	<b>19 947 099</b>

Comptes 2022/2023 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement ANC 2018-06



Produits d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Cotisations	30 030	31 354
Ventes de biens et services	4 761 206	5 182 838
• Ventes de biens	69 898	76 634
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	4 691 308	5 106 204
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	4 000 007	4 254 140
• Concours publics et subventions d'exploitation	3 982 806	4 238 474
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	17 201	15 666
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	46 205	45 253
Utilisations des fonds dédiés	1 670	
Autres produits	4 696	4 610
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>8 843 814</b>	<b>9 518 195</b>

Charges d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Achats de marchandises	63 862	55 376
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 764 717	3 970 853
Aides financières	67 810	68 667
Impôts, taxes et versements assimilés	257 714	270 695
Salaires et traitements	2 361 748	2 518 586
Charges sociales	873 057	920 794
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 714 341	1 893 464
Dotations aux provisions	697	11 519
Reports en fonds dédiés	1 029	
Autres charges	7 387	8 177
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>9 112 361</b>	<b>9 718 132</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-268 548</b>	<b>-199 936</b>

Opérations financières	2021/2022	2022/2023
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	658	2 015
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 034	1 209
<b>Total des produits financiers</b>	<b>1 692</b>	<b>3 224</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	74 785	83 468
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>74 785</b>	<b>83 468</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-73 093</b>	<b>-80 245</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-341 641</b>	<b>-280 181</b>



Opérations exceptionnelles	2021/2022	2022/2023
Sur opérations de gestion	50 930	84 330
Sur opérations en capital	669 998	703 205
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	10 679	10 679
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>731 607</b>	<b>798 214</b>
Sur opérations de gestion	5 121	4 469
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 679	10 679
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>15 800</b>	<b>15 148</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>715 807</b>	<b>783 066</b>
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	217	169
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>373 949</b>	<b>502 716</b>

Comptes 2022/2023 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2021/2022	2022/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>Contributions reçues</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>Emplois des contributions reçues</b>		



## I. Informations générales

### 1 - Identification de l'association

L'association "OGECE DE L'ESTRAN" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 38 181 m2
- 69 équivalents temps plein salariés
- 238 équivalents temps plein enseignants et AESH mis à disposition par l'Etat

### 2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

### 3 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

## II. Principes, règles et méthodes comptables

### 1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/22 au 31/07/23.

### 2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

### 3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

### 4 - Changements comptables

Néant



## III. Notes sur le Bilan

### 1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

### Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipeement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

### 2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

### 3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

### 4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



## 5 - Fonds propres

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

## 6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

## 6 - Provisions

### **Engagements de retraite :**

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,20 %. Nous comptabilisons au 31/07/2023 une dotation de 11 519 €

### **Autres provisions :**

Nous comptabilisons une provision pour dépréciation des comptes familles au 31/7/2023 pour un montant de 58 029 €, et une provision prévoyance enseignants pour un montant de 10 679 €. A noter également une reprise de provision concernant les comptes familles pour un montant de 32 150 €, une reprise de provision prévoyance enseignants pour un montant de 10 679 €.

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

## 7 - Fonds dédiés

Les fonds sociaux reçus sur l'année 2022-2023 ont été entièrement affectés à la clôture de l'exercice.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

## 8 - Passifs éventuels

Néant



## IV. Notes sur le compte de résultat

### 1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

### 2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat.

Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2019/2020	Classement comptable 2020/2021
Forfaits d'externat	Prestations de services	Concours publics
Financement des formations par apprentissage	Subventions	Concours publics (OPCO)
Taxe d'apprentissage	Subventions (quota/h. quota)	Concours publics (solde 13%)
Aides à l'emploi	Autres produits	Concours publics

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. **Tableau n°10**).

### 3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

### 4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 6,83 salariés
- Agents de maîtrise : 15,40 salariés
- Employés : 47,16 salariés

### 5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

### 6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	74 099	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congrés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	149 508	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer	35 711	
<b>Charges à payer</b>	<b>259 318</b>	
Familles et usagers	2 190	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	211 740	
<b>Produits à recevoir</b>	<b>213 930</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>160 786</b>	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>82 225</b>	



## 7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier. A partir de l'exercice 2020/2021, les subventions d'investissements sont amorties, c'est à dire constatées chaque année dans les produits exceptionnels de l'établissement. Nous constatons sur l'exercice 2022/2023 une écriture de 556 451 €. La part de subvention Falloux dédiée au remboursement des emprunts est également passée en 77881 pour un montant de 52 579 €. De même la quote-part de la taxe d'apprentissage virée au compte de résultat enregistrée en produit exceptionnel pour un montant de 24 987 € pour Charles de Foucauld et 69 188 € pour Fénelon. Les autres produits exceptionnels sont principalement composés d'un régularisation sur les années antérieures de 49 732 € correspondant à une sous évaluation de la participation employeur pour l'effort construction, du rattrapage triennal du forfait d'externat pour les lycées Charles de Foucauld de Fénelon pour un montant de 9 936 € et 5 074 €. Un produit exceptionnel a également été constaté pour un montant de 12 183 € correspond à un financement de l'AREP relatif à l'année 2021/2022.

## 8 - Autres produits et charges

Néant

# V. Autres informations

## 1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

## 2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

## 3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

## 4 - Contributions volontaires en nature

Néant

## 5 - Autres informations significatives

Néant







Fonctionnement	2021/2022	2022/2023
<b>Effectif OGEC</b>	<b>3 082</b>	<b>3 096</b>
Participations des familles	3 866 252	4 018 274
Concours de l'Etat et des collectivités publiques	3 800 507	4 018 982
Subventions d'exploitation	182 299	219 492
Ventes de marchandises et services, production immobilisée	69 898	76 634
Produits des prestations et activités annexes	825 056	1 087 930
Autres produits de gestion courante	51 928	51 630
Produits financiers	1 692	3 224
<> hors reprises sur provisions des immos. financières		
Reprises sur provisions, dépréc. et transferts de charges	46 205	45 253
<> hors reprises sur provisions long terme		
Utilisations des fonds dédiés	1 670	
<b>Produits encaissables</b>	<b>8 845 506</b>	<b>9 521 419</b>
Coûts du personnel	3 656 870	3 791 550
Prestations de services	677 195	864 144
Achats	1 635 821	1 804 582
Charges externes sur biens immobiliers et mobiliers	589 120	556 813
Autres charges externes	668 379	623 567
Autres charges de gestion courante	168 909	172 492
Charges financières	74 785	83 468
<> hors intérêts des emprunts	-66 979	-76 350
<> hors dotations aux provisions des immos. financières		
Amortissements, provisions et dépréciations	1 715 038	1 904 984
<> hors dotations aux amortissements et provisions	-1 663 983	-1 846 955
Reports en fonds dédiés	1 029	
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	217	169
<b>Charges décaissables</b>	<b>7 456 402</b>	<b>7 878 464</b>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE - norme 20%)</b>	<b>1 389 104 (17%)</b>	<b>1 642 955 (19%)</b>
Intérêts des emprunts	-66 979	-76 350
Capital remboursé sur l'exercice	-581 447	-689 342
<b>Remboursement des emprunts</b>	<b>-648 426</b>	<b>-765 692</b>
Subvention Loi Falloux affectée aux emprunts		
<b>MARGE NETTE D'AUTOFINANCEMENT (MNA - norme 8%)</b>	<b>740 678 (9%)</b>	<b>877 263 (10%)</b>
Investissement	2021/2022	2022/2023
Investissements courants	-2 214 497	-3 193 280
Investissements "projets"	-826 286	1 262 354
Augmentation des immos. financières	-9 377	-45 165
<b>Investissements de l'exercice</b>	<b>-3 050 160</b>	<b>-1 976 091</b>
Subventions d'investissement	855 441	326 300
Taxe d'apprentissage affectée à l'investissement	65 538	76 366
Cessions d'actifs	95	
Souscription d'emprunts	1 009 000	1 164 716
Autres apports		1 213
<b>Financements des investissements</b>	<b>1 930 074</b>	<b>1 568 595</b>
<b>INVESTISSEMENTS NETS</b>	<b>-1 120 086</b>	<b>-407 497</b>
Fonds de roulement	2021/2022	2022/2023
Résultat exceptionnel	715 807	783 066
<> hors QP des subventions d'invest. virées au résultat	-669 903	-703 205
<> hors autres flux non encaissables/décaissables		7 899
<b>Evolution du Fonds de roulement</b>	<b>-333 504</b>	<b>557 526</b>
Fonds de Roulement début d'exercice	1 957 959	1 624 455
<b>FONDS DE ROULEMENT (FDR - norme 25%)</b>	<b>1 624 455 (18%)</b>	<b>2 181 981 (22%)</b>



Masse salariale	2021/2022	2022/2023
Coûts du personnel	3 656 870	3 791 550
Frais de formation du personnel		
Personnel sur restauration sous-traitée	52 580	55 084
Personnel sur ménage et entretien sous-traités	32 155	26 303
Aides à l'emploi	-8 000	-667
Mise à disposition de personnel facturée		-331
AREP SB29	-16 800	-16 048
Avantages en nature	-69 246	-69 218
Frais de formation du personnel	16 546	6 650
<b>Masse salariale</b>	<b>3 664 106 (44%)</b>	<b>3 793 324 (43%)</b>

Effort à l'immobilier	2021/2022	2022/2023
Crédits-bails et locations immobiliers	63 411	54 599
Remboursement des emprunts	648 426	765 692
Ajustement éventuel du calcul	67 625	68 767
<b>Effort à l'immobilier</b>	<b>779 462</b>	<b>889 057</b>
<b>Effort à l'immobilier par élève (norme : 330 €/élève)</b>	<b>290</b>	<b>328</b>

Capital restant dû	2021/2022	2022/2023
Capital des emprunts restant dû	3 938 181	4 413 555
<b>CRD par élève (norme : 3000 €/élève)</b>	<b>1 465</b>	<b>1 628</b>



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	134 849	20 450			155 299
Autres immobilisations incorporelles	90 261				90 261
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>225 110</b>	<b>20 450</b>			<b>245 560</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)	612 681	7 764			620 445
Constructions et aménagements	31 506 725	259 844		2 420 171	34 186 740
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	3 952 316	344 105			4 296 421
Mobilier et matériel de bureau	250 595	28 735			279 331
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 145 467	137 039	24 828		1 257 678
Immobilisations corporelles en cours	1 534 827	1 157 817		-2 420 171	272 473
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>39 002 612</b>	<b>1 935 305</b>	<b>24 828</b>		<b>40 913 088</b>
Participations et créances rattachées	3 049				3 049
Autres titres immobilisés	453				453
Prêts	120 457	60 483	15 418		165 522
Autres	3 438	100			3 538
<b>Immobilisations financières</b>	<b>127 397</b>	<b>60 583</b>	<b>15 418</b>		<b>172 562</b>

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	106 509	31 487			137 996
Autres immobilisations incorporelles	89 307	955			90 261
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>195 816</b>	<b>32 441</b>			<b>228 257</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)	254 115	22 459			276 573
Constructions et aménagements	18 511 792	1 268 143			19 779 935
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	2 914 823	423 558			3 338 382
Mobilier et matériel de bureau	181 768	25 581			207 349
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	836 386	63 252	24 828		874 810
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>22 698 884</b>	<b>1 802 994</b>	<b>24 828</b>		<b>24 477 049</b>

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<b>DEPRECIATIONS</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)	256 212	58 029	32 150	282 091
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
<b>Total</b>	<b>256 212</b>	<b>58 029</b>	<b>32 150</b>	<b>282 091</b>
<b>DOT.</b>				
Dotations/reprises d'exploitation		58 029	32 150	
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées	3 049		3 049
Autres titres immobilisés	453		453
Prêts	165 522		165 522
Autres	3 538		3 538
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>172 562</b>		<b>172 562</b>
Créances clients (familles, usagers)	387 170	387 170	
Créances personnel et organismes sociaux	30 211	30 211	
Créances Etat et autres collectivités publiques	257 063	257 063	
Autres créances	220 935	220 935	
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>895 379</b>	<b>895 379</b>	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 067 941</b>	<b>895 379</b>	<b>172 562</b>

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	4 413 555	620 252	2 222 987	1 570 317	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	1 144	1 144			
<b>Dettes financières</b>	<b>4 414 699</b>	<b>621 396</b>	<b>2 222 987</b>	<b>1 570 317</b>	
Dettes fournisseurs	545 603	545 603			
Dettes personnel et organismes sociaux	318 581	318 581			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	12 516	12 516			
Autres dettes	158 798	158 798			
<b>Autres dettes</b>	<b>1 035 498</b>	<b>1 035 498</b>			
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>5 450 198</b>	<b>1 656 894</b>	<b>2 222 987</b>	<b>1 570 317</b>	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	1 588 008		1 213		1 589 220
	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 588 008</b>		<b>1 213</b>		<b>1 589 220</b>
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets					
	Autres					
	<b>Réserves</b>					
	<b>Report à nouveau</b>	<b>6 239 003</b>	373 949			<b>6 612 952</b>
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>373 949</b>	-373 949	502 716		<b>502 716</b>
	<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>8 200 960</b>		<b>503 929</b>		<b>8 704 889</b>
	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>5 622 532</b>		380 501	648 314	<b>5 354 719</b>
	<b>Provisions réglementées et autres fonds propres</b>					
<b>= TOTAL FONDS PROPRES</b>		<b>13 823 491</b>		<b>884 430</b>	<b>648 314</b>	<b>14 059 608</b>

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.	Subventions d'investissement Région	9 974 548	282 750		10 257 298
	Subventions d'investissement Département	1 634 741	21 385		1 656 126
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	2 495 868	76 366		2 572 235
	Autres subventions d'investissement	0			0
	<b>Total subventions d'investissement</b>	<b>14 105 157</b>	<b>380 501</b>		<b>14 485 659</b>
AMORT.	Subventions d'investissement Région virées au résultat	5 248 633	478 111		5 726 744
	Subventions d'investissement Département virées au résultat	981 867	78 341		1 060 208
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	2 252 125	91 862		2 343 987
	Autres subventions d'investissement virées au résultat	0			0
	<b>Total subventions d'investissement virées au résultat</b>	<b>8 482 626</b>	<b>648 314</b>		<b>9 130 939</b>

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	42 716	10 679	10 679	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	280 486	11 519		292 006
	Autres provisions pour charges				
	<b>Total</b>	<b>323 202</b>	<b>22 198</b>	<b>10 679</b>	<b>334 722</b>
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation		11 519		
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles		10 679	10 679	



Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2021/2022	2022/2023
<b>Aides à l'emploi et au développement des compétences</b>	<b>8 000</b>	<b>667</b>
<b>Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP</b>	<b>19 350</b>	<b>74 329</b>
<b>Financement des formations par apprentissage</b>	<b>293 175</b>	<b>400 036</b>
Forfait d'externat Etat	1 279 059	1 300 616
Forfait d'externat Région	1 251 840	1 241 637
Forfait d'externat Département	364 002	417 784
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	585 081	583 914
<b>Forfaits d'externat</b>	<b>3 479 982</b>	<b>3 543 951</b>
<b>Concours publics affectés à la formation professionnelle continue</b>	<b>293 175</b>	<b>400 036</b>
<b>Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole</b>		
<b>Autres concours publics</b>	<b>-293 175</b>	<b>-400 036</b>
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>3 800 507</b>	<b>4 018 982</b>
Subventions Etat	9 777	6 808
Subventions Région	164 136	203 350
Subventions Département	8 385	9 334
Subventions Communes et groupements de communes		
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne		
Autres subventions d'exploitation	0	0
Reports de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>182 299</b>	<b>219 492</b>
<b>TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>3 982 806</b>	<b>4 238 474</b>

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées
	2022/2023
Immobilier	
Matériels et équipements	14 359
Autres immobilisations	
<b>TOTAL</b>	<b>14 359</b>

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	Cumulées
Immobilier				
Matériels et équipements	14 340	18 990		33 330
Autres immobilisations				
<b>TOTAL</b>	<b>14 340</b>	<b>18 990</b>		<b>33 330</b>

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	Valeur nette
		2022/2023	Cumulées
Immobilier			
Matériels et équipements			
Autres immobilisations			
<b>TOTAL</b>			